

INVITATION

Nous avons le plaisir de vous convier à un temps d'échanges et de débats avec

M. Patrick GOHET, adjoint du Défenseur des droits en charge de la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité.

Le handicap arrive en tête des motifs de discrimination pour lesquels le Défenseur des droits est saisi avec plus d'une réclamation sur cinq en 2017, dont la moitié concerne l'accès à l'emploi, le reste portant sur l'accès aux services publics, aux biens et services, au logement, à l'éducation, etc.

Le Défenseur des droits dénonce ainsi « une culture de retard » de la France dans « la prise en compte du handicap » notamment au regard des engagements internationaux de la France en faveur des droits des personnes handicapées au point que ceux-ci ne sont « toujours pas réellement et suffisamment pris en compte dans l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques ».

Dans un contexte marqué par le concept d'inclusion, la société inclusive est-elle un moyen ou une fin ? L'assise de la loi est-elle encore l'égalité des droits et des chances ? Quels sont les besoins en fonction du monde d'aujourd'hui ? **Comment trouver les réponses adaptées, évolutives et durables ?** Quelle collaboration entre éducation spécialisée et éducation ordinaire ? Quel rôle peut jouer le mouvement parental ? Quel est son devenir ?

Lundi
12 Novembre
2018 à 14 h 30

Au Siège de
l'Udapei du Nord,
194 rue Nationale à
LILLE

Contact :
Christian HILAIRE,
Directeur Général
ud-hilairec@udapei59.org

www.udapei59.org

Figure du monde du handicap, originaire des Hauts-de-France, Patrick GOHET juriste spécialisé en droit public, a été Directeur adjoint de 1981 à 1987, puis Directeur général de 1987 à 2002 de l'Unapei, délégué inter-ministériel aux personnes handicapées de 2002 à 2009, Président du Conseil national consultatif des personnes handicapées de 2009 à 2012.

Inspecteur général des affaires sociales depuis 2009, il est actuellement détaché auprès du Défenseur des droits comme adjoint en charge de la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité depuis 2014.